

Café géographique du Québec, le 9 février 2004. Invité : M. Louis-Edmond Hamelin, prof. émérite, Université Laval.

*Mesdames et messieurs,
mon nom est Jules Lamarre*

Au nom de MM. Frédéric Lasserre, professeur au département de géographie de l'Université Laval, Alexandre Brun, chercheur à l'INRA, à Paris; Gilles Fumey, professeur à Paris-IV et fondateur des Cafés géographiques en France, et au nom du Département de géographie de l'Université Laval, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue au premier Café géographique du Québec.

L'idée d'organiser des Cafés-géo de ce côté-ci de l'Atlantique est certainement déjà venue à plusieurs d'entre nous. Notamment, je sais que Mme Aline Lechaume caressait ce projet depuis un moment déjà. Je l'invite d'ailleurs à se joindre à nous pour l'organisation des prochains Cafés géographiques du Québec.

Mais, dans l'immédiat, il y avait Alexandre Brun, jeune docteur et chercheur à l'INRA à Paris, qui s'étonnait du fait qu'il n'y ait pas de cafés-géo ici. Or, je venais tout juste de terminer un essai sur les problèmes environnementaux et sociaux liés à la crevetticulture industrielle en Asie et, avant d'affronter un autre sujet aussi complexe, j'ai décidé de consacrer quelques jours à l'organisation d'un premier Café géographique du Québec, cela en collaboration avec Frédéric et Alexandre. Nous avons donc foncé.

Les Cafés géographiques, ça sert certainement à « faire sortir la géographie de l'Université », c'est important, comme vient de m'écrire à ce sujet le géographe Léonce Naud. Mais les Cafés géographiques permettent également de rencontrer des gens qui marquent la géographie et peuvent nous en parler avec émotion, des gens qui s'intéressent aussi à des sujets dont les géographes ne possèdent certainement pas le monopole, comme celui de ce soir : le pouvoir et ceux qui s'y frottent.

Pour discuter d'un tel sujet, et pour débiter nos Cafés géographiques du Québec avec éclat, nous avons invité comme premier présentateur M. Louis-Edmond Hamelin, parce qu'il connaît bien le thème du pouvoir et à cause de tout ce qu'il a fait en géographie et pour la géographie. Pour lui donner la réplique et lancer un débat, nous avons aussi invité MM Jacques Bernier, Henri Dorion et Frédéric Lasserre qui sont des spécialistes des questions de pouvoir.

Monsieur Hamelin, notre présentateur, possède une feuille de route exceptionnelle. Ainsi, certaines de ses réalisations nous touchent de près, nous qui sommes assemblés ici ce soir. Par exemple, M. Hamelin a joué un rôle central dans la création du département de géographie à l'Université Laval, on lui doit aussi le Centre d'Études nordiques et il a co-animé, avec M. Henri Dorion, le GÉCET (le groupe d'études en choronymie et toponymie) lequel se trouve à l'origine de la Commission de toponymie du Québec.

Par ailleurs, ex-membre du Conseil des Territoires-du-Nord-Ouest à Yellowknife, ex-recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières, M. Hamelin est Officier de l'Ordre du Canada (1974) et

Grand Officier de l'Ordre National du Québec (1998). Ses succès en carrière ont été couronnés par des prix prestigieux et plusieurs doctorats honorifiques.

Mais, fondamentalement, comme par un feu qui couve sous les cendres, M. Hamelin est animé d'une vive passion pour le Nord et les Autochtones. Et c'est par ce biais nordique qu'il a souhaité aborder ce soir le thème : « Le géographe et le pouvoir ».

Sans plus tarder, je laisse la parole à M. Hamelin et souhaite bonne chance aux Cafés géographiques du Québec.

Je vous remercie.

LE GÉOGRAPHE ET LE POUVOIR

UN HORIZON D'UTILITÉ (texte remis aux gens présents par L.-E. Hamelin)

« La liberté universitaire toute précieuse et fragile ne gomme pas le fait que le chercheur vit dans une société; celle-ci peut normalement s'attendre à profiter directement des apports du savant. L'objectif de l'engagement se trouve comme incorporé dans la notion de nordicité. Le chercheur ne se limite pas à apprendre le Nord et à le penser; il n'est pas qu'un producteur de connaissances et un personnage réfléchissant. La nordicité, plus qu'un savoir, « est un programme », a-t-on pu lire dans un texte publié avant la Convention [de la Baie de James]. Le savant du Nord est même invité à se prêter à l'évaluation des impacts de ses propres conclusions et opinions de même qu'aux conséquences de son silence aux moments critiques. Le moins qu'il puisse faire c'est de faciliter au décideur le choix d'une solution. Avec quelque habilité, il s'engage sans se vendre à quiconque et, ainsi, garde sa crédibilité. » p. 16

Tiré de : Louis-Edmond Hamelin (2002) *Discours sur le Nord*. Québec, Gétic, Recherche no 35, 72 p.

« En tout cas, c'est merveilleux le pouvoir, vous savez... »

Selon Louis-Edmond Hamelin, même s'il n'y a jamais eu de géographes parmi nos Premiers ministres canadiens et québécois, plusieurs géographes d'ici ont occupé des postes de pouvoir, que ce soit dans les parages de l'université ou dans d'autres lieux. M. Hamelin a dressé une courte liste de géographes du Québec qui ont ainsi occupés de tels postes importants.

Ainsi, Fernand Grenier, Jules Dufour et Jean-Marie Roy ont été doyens. D'autres ont été vice-recteurs, comme Louis Trotier et Louise Filion. Pierre Cazalis a été vice-président de l'Université du Québec. Quand à Louis-Edmond Hamelin, il a lui-même été recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Selon M. Hamelin, tous ces gens sont sortis de leur Tour d'ivoire pour s'aventurer sur le terrain plus risqué du pouvoir.

D'autres géographes ont été maires de municipalités, comme Ludger Beauregard, Fernand Grenier et Germain Tremblay, qui l'est toujours. Hugues Morrissette a été sous-ministre aux

Transports (Gouvernement du Québec) et Pierre Camus a dirigé une entreprise énorme, la Voie maritime du Saint-Laurent. Il y a Marc-André Guérin qui est devenu éditeur à Montréal. Puis des géographes ont œuvré au sein d'importantes commissions parlementaires. Ainsi, durant plusieurs années Henri Dorion a présidé la Commission d'enquête sur l'intégrité du territoire québécois (1966-1972). Cette Commission nous a légué 44 volumes qui occupent encore bien des spécialistes des Ministères et des universités.

Pour sa part, Fernand Grenier a présidé une commission sur la révision de la carte électorale du Québec, dont le rapport fut déposé en 1962. Benoît Robitaille a été membre de la Commission royale sur les Peuples autochtones (1991-1995); L.-E. Hamelin a déjà dirigé la Commission du saumon de Restigouche, sujet sur lequel il reviendra plus loin.

Au niveau international, Paul Bouchard a été Consul du Canada au Guatemala et Henri Dorion a été délégué général du Québec au Mexique. Jean Lalande, un ancien étudiant de Raoul Blanchard à Grenoble, en même temps que L.-E. Hamelin lui-même, a aussi été diplomate. Benoît Brouillette a été membre d'une commission internationale sur l'éducation, Henri Dorion a présidé le groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (1987-1991), Jean-Claude Dionne a siégé à la Commission de sédimentologie, et, pendant dix ans, L.-E. Hamelin a été membre d'une commission internationale du périglaciaire dont le siège était en Pologne. C'est d'ailleurs à cette époque, ajoute le conférencier, qu'il a eu affaire pour la première fois aux chéguévaristes et aux léninistes.

Le sujet existe bel et bien : les géographes se sont frottés et se frottent encore au pouvoir. Mais voyons d'abord ce qu'est un géographe et comment il peut se saisir et user du pouvoir à bon escient.

« Notre modèle n'est pas un géographe, c'est l'écrivain Zola ! »

Selon L.-E. Hamelin, le géographe doit être un intellectuel. Mais cela ne l'oblige pas à être littéraire. En tant qu'intellectuel, le géographe doit faire deux choses : d'abord penser, ensuite agir. Le géographe commence par réfléchir pour nommer, comprendre sa matière et surtout éviter de sauter trop vite aux conclusions. Au plan intellectuel, il a un long apprentissage à faire. Par exemple, il faut beaucoup réfléchir aux concepts que l'on crée, comme celui de « nordicité ». En effet, les concepts dégagent une énergie qu'il faut savoir évaluer pour mieux en tirer profit. En ce sens, le géographe commence par être un « prospecteur de compréhension ». Et c'est en prospectant beaucoup qu'il découvre parfois des richesses insoupçonnées.

Dans un deuxième temps, le géographe s'attache à proposer des solutions aux problèmes qu'il comprend. Le moment venu, il arrête de penser et passe à l'action, c'est-à-dire à la « phase 2 », en faisant des recommandations qui seront peut-être écoutées. Notre modèle n'est pas un géographe, c'est plutôt l'écrivain Zola en France qui s'est engagé en publiant quelque chose de célèbre qui s'appelle « J'accuse! », et dans lequel il réagissait contre un mauvais procès qui avait fait condamner quelqu'un. Il fallait y avoir beaucoup pensé. En ce sens, Zola est certainement un bon exemple à suivre d'intellectuel.

Cela amène ensuite L.-E. Hamelin à soutenir que les géographes devraient intervenir plus souvent sur la place publique. D'après lui, les géographes pourraient se prononcer avec une autorité certaine notamment dans les domaines de l'aménagement du territoire et de la politique scientifique. « Combien y a-t-il de géographes qui se prononcent sur la politique scientifique? » se demande L.-E. Hamelin. Cela implique que, pour ne pas être pris au dépourvu, les géographes se mettent à réfléchir sérieusement aux questions importantes de l'heure afin d'être prêts à donner

un avis, le moment venu. Et c'est quand on donne parfois son avis, un avis auquel on a bien réfléchi, qu'il se peut qu'on nous le demande à une prochaine occasion. Quand cela se produit, alors on acquiert le pouvoir d'ensemencer ceux qui n'ont pas assez réfléchi. Il s'agit d'une source fondamentale de pouvoir.

Signalons ici que L.-E. Hamelin nous a donné un exemple magistral de réflexion géographique quand il a publié en 1990 : *L'Obiou, entre Dieu et diable*. Dans cet ouvrage étonnant, l'auteur reconstitue minutieusement les événements qui, en 1950, ont conduit à l'écrasement d'un avion au sommet de l'Obiou, dans les Alpes française. Cet avion transportait des pèlerins du Canada qui revenaient d'une visite à Rome. L'enquête menée par Louis-Edmond Hamelin s'est étalée sur une quarantaine d'années et elle lui a permis d'établir que cet écrasement n'était pas qu'un simple accident malheureux mais plutôt le résultat d'un détournement commandé par les Pays de l'Est dans le cadre de la guerre froide, un détournement qui s'est achevé de façon tragique.

Bien apprendre à doser pouvoir et influence

Quelle dirige une entreprise, une université ou un Ministère, la personne qui possède du pouvoir se met résolument au service de la population et ne doit pas chercher à retirer des bénéfices personnels de sa situation privilégiée. Ceci étant admis, il importe ensuite de distinguer entre pouvoir et influence. Quand on a du pouvoir, on peut faire directement bouger les choses, comme un parti politique l'a fait au Québec en nationalisant l'électricité au moyen de la création d'Hydro-Québec. Par contre, quand on n'a que de l'influence, il est tout de même possible d'amener les choses à changer, mais en faisant preuve d'astuce. Selon les postes qu'il a occupés, ainsi que les circonstances, tantôt L.-E. Hamelin a pu modifier directement le cours des événements, tantôt il a dû avoir recours à l'astuce et à la ruse pour obtenir des résultats. Ainsi, en tant que recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières, il constate qu'il possédait certainement le pouvoir d'accélérer le changement. Par contre, à Yellowknife, comme membre du Conseil territorien, il lui a fallu faire preuve de patience et avoir plutôt recours à l'influence dont il disposait pour obtenir des résultats probants.

« Le pouvoir? Mais prenez-le! »

Dans le Territoire du Nord-Ouest du début des années 1970, les Amérindiens ne voulaient pas participer à leur propre gouvernement qui, selon eux, était un gouvernement de « Blancs ». Ils refusaient de se présenter comme candidats aux élections de sorte qu'une majorité de Blancs détenaient le pouvoir au sein d'un Conseil qui représentait pourtant une population très largement amérindienne. L.-E. Hamelin avait alors été nommé membre de ce Conseil territorien par l'ancien Premier ministre du Canada, Pierre-Elliott Trudeau. Hamelin était convaincu qu'il fallait amener les Amérindiens à prendre le contrôle de leur propre gouvernement. Armé de cette conviction, il restait à les convaincre de se faire élire. « Bien sûr qu'il s'agit d'un gouvernement de Blancs, et que c'est bien encombrant », leur disait Hamelin. « Mais il n'en tient qu'à vous d'en prendre le contrôle ». L.-E. Hamelin usant de son influence – considérable auprès des Autochtones –, aurait mis deux ou trois ans à les pousser à prendre ce pouvoir qui était somme toute à leur portée. Depuis ce temps, des Amérindiens occupent majoritairement les sièges disponibles au sein de leur Conseil et ont ainsi pu acquérir le pouvoir de faire bouger les choses d'eux-mêmes et à leur satisfaction.

Lorsqu'à la fin des années 1970 L.-E. Hamelin devint recteur à l'Université du Québec à Trois-Rivières, la situation était inversée. Les étudiants de l'université réclamaient le droit de fonder une première association étudiante, ce que son prédécesseur leur avait toujours refusé. À

l'époque, il faut se rappeler qu'il y avait bien des léninistes, trotskistes, chéguévaristes et autres parmi les populations étudiantes des universités québécoises et on aurait pu croire que la création d'associations étudiantes n'augurait rien de bon pour la tranquillité de la vie universitaire. Chassés de Montréal, bien des leaders de groupes marxistes s'étaient repliés sur Trois-Rivières et son université où la contestation était particulièrement vigoureuse et, le métier de recteur, pas de tout repos. Les étudiants y avaient même donné le nom de Paul Rose – un ex-membre du front de libération du Québec (FLQ) – à un pavillon! Après avoir bien réfléchi à la situation, et contre toute attente, L.-E. Hamelin décida d'offrir aux étudiants, comme sur un plateau, le droit de créer cette association étudiante qu'ils réclamaient depuis longtemps. Mais cette « offre qu'on ne peut pas refuser » les a certainement pris au dépourvu car, trop divisés idéologiquement, les leaders marxistes de Trois-Rivières ne purent jamais réaliser leur projet. C'est grâce au pouvoir, celui que lui conférait le poste de recteur, que L.-E. Hamelin a pu dénouer la crise en amenant le mouvement marxiste à perdre de sa vigueur à l'U. de Trois-Rivières. Il fallait y avoir réfléchi et bien connaître les marxistes.

Même en tant que recteur, L.-E. Hamelin eut parfois recours à l'astuce pour arriver à ses fins. Ainsi, certains avantages matériels venaient avec le fonction de recteur, comme le fait de disposer d'une voiture de fonction ainsi que d'un stationnement réservé. En refusant de tels privilèges, et en le faisant savoir dans les journaux, le recteur signala à sa communauté universitaire qu'il ne se considérait pas comme le « patron » de l'université, mais bien comme l'un des leurs, sans plus. Aux heures de repas, le fait d'aller prendre place à la cafétéria parmi les professeurs et les étudiants, comme « tout le monde », permit également de renforcer cette représentation d'un recteur convivial. Selon L.-E. Hamelin, cela aura eu des conséquences non négligeables, notamment en facilitant les discussions qui conduisirent au règlement en souplesse d'une convention collective avec les professeurs. Ces derniers n'eurent jamais l'impression de négocier avec « l'employeur », mais bien avec un collègue. Bien sûr, ajoute L.-E. Hamelin, il fallait encore une fois avoir bien réfléchi à tout cela.

« Dites-moi ce dont vous ne voulez pas! »

Cette habileté dont sût faire preuve L.-E. Hamelin dans diverses situations tendues fut remarquée par René Lévesque, l'ancien Premier ministre du Québec, qui, en 1981, lui confia une mission particulièrement délicate et périlleuse dont Hamelin allait s'acquitter avec succès. Mais il y eut d'abord un prétexte. René Lévesque avait appris que l'écrivaine Han Suyin était l'invitée d'un colloque international qui se tenait à l'Université du Québec à Trois-Rivières. À cette occasion, René Lévesque avait communiqué avec L.-E. Hamelin pour lui demander d'organiser, à l'heure du midi, une rencontre privée entre Han Suyin et le Premier ministre, rencontre à laquelle L.-E. Hamelin participerait également. René Lévesque avait déjà eu le plaisir d'interviewer l'écrivaine à l'époque où il était journaliste. Une fois le repas terminé, le Premier ministre entraîna Hamelin à l'écart pour lui dire sur le ton du commandement : « Mon jet est à l'aéroport. Tu le prends cet après-midi et tu t'en vas à Restigouche régler la crise autochtone. Et je t'interdis de vendre le Québec! ». Et L.-E. Hamelin de s'exécuter.

En 1981, des affrontements entre les Autochtones de Restigouche, en Gaspésie, et les policiers de la Sûreté du Québec avaient fait 8 morts. La situation était explosive. Le contentieux portait sur le non respect des quotas de pêche au saumon de la part des Autochtones. Les liens étaient rompus entre le Gouvernement du Québec et les Autochtones, et pour cause. L.-E. Hamelin jouissait à ce moment-là de la confiance des Autochtones canadiens en général grâce au travail qu'il avait effectué au sein du Conseil territorial à Yellowknife. Le « Dr. Hamelin », un « Blanc »,

demeurait le bienvenu à Restigouche. Il était peut-être le seul. Après quelques heures de négociation avec le chef Michael Isaac et les Micmacs de Restigouche, L.-E. Hamelin réussit à savoir ce dont ces derniers ne voulaient pas, soit la présence policière québécoise sur leur territoire. Cette demande lui apparut légitime. Au nom du Gouvernement du Québec, L.-E. Hamelin promit alors aux Autochtones de Restigouche qu'ils ne seraient plus importunés par les policiers de la Sûreté du Québec à la condition de respecter les quotas de pêche au saumon. Une entente fut ratifiée qui lia les partis durant une douzaine d'année. Mais Hamelin se réserva le droit de visiter la réserve à l'improviste afin de vérifier si l'entente demeurerait bel et bien valide. Sept fois il allait se prévaloir de ce droit de visite.

Des sources du pouvoir

Selon L.-E. Hamelin, sa jeunesse dans un milieu modeste à la campagne où l'on manquait de tout sauf de valeurs et de sincérité explique en bonne partie la forme d'engagement qui a toujours été la sienne. Premièrement, valeurs et sincérité compteraient davantage que tout ce que l'on peut apprendre dans les universités. Et de ces établissements de haut savoir, il en a fréquenté 17 dans les 14 années qui ont suivi la fin de son baccalauréat grec-latin, soit l'ancien cours classique.

Deuxièmement, la réflexion serait également primordiale. Il faudrait prendre le temps d'évaluer les situations avant de se prononcer sur quel que sujet que ce soit. Selon L.-E. Hamelin, c'est la seconde occasion, celle qui se présente quand on a eu le temps de fourbir ses arguments, qu'il faut savoir saisir, parce qu'elle serait la bonne.

Lorsque L.-E. Hamelin est devenu recteur à l'Université de Trois-Rivières, il avait deux projets en tête : fonder un Centre d'études québécoises ainsi qu'une Faculté des sciences. Il s'agit de deux projets qu'il avait pris le temps de bien mûrir. Quand il s'est retrouvé autour d'une table où des gens émettaient leur avis à propos de la création éventuelle d'un Centre d'études québécoises à l'UQTR, L.-E. Hamelin avait alors une bonne longueur d'avance sur tous les gens présents. C'est peut-être ce qui a fait la différence puisque le Centre en question existe maintenant depuis 1986 et, qu'en 1993, celui-ci s'est même associé au Laboratoire de géographie historique de l'Université Laval pour fonder le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ).

Si la réflexion peut procurer du pouvoir, elle doit néanmoins s'appuyer sur des convictions profondes qui seules permettent d'assurer la crédibilité de quelqu'un. Quand, en 1956, L.-E. Hamelin a tenté pour la première fois de fonder le Centre d'Études nordiques de l'Université Laval (CEN), il lui aurait fallu prêter allégeance envers le parti politique au pouvoir à l'époque, soit l'Union nationale, ce à quoi Hamelin se refusait par principe. Et pour cause, lui et le futur CEN se seraient retrouvés à la merci d'un parti politique. L.-E. Hamelin a donc dû mettre son projet en veilleuse pendant six ans, le temps que soit élu à Québec un autre parti politique disposé à soutenir la création du CEN, mais sans condition, soit le parti libéral de Jean Lesage, dont un des ministres influents serait René Lévesque.

DISCUSSIONS

S'adressant à L.-E. Hamelin, le géographe Henri Dorion soutient que pour le géographe il existe quatre types de rapport au pouvoir : le géographe peut avoir du pouvoir, servir le pouvoir, éclairer le pouvoir et il peut critiquer le pouvoir. Il se demande si le géographe possède une manière de penser et des suggestions différentes selon qu'il exerce chacune de ces formes de rapport. « Compte tenu des limites à conseiller le prince, jusqu'où le géographe peut-il aller lorsqu'il sait que ses conseils n'aboutiront pas? »

M. Hamelin choisit de répondre à cette question par un exemple. En 1975, il a publié *Nordicité Canadienne* dans lequel le chapitre cinq est particulièrement dévastateur à l'endroit du travail effectué dans le Nord par le gouvernement fédéral. Lorsqu'il a écrit ce chapitre, L.-E. Hamelin était à la fois honteux et satisfait. Il était honteux parce qu'il allait vraiment très loin dans sa critique, qu'il condamnait peut-être trop. D'ailleurs, beaucoup de gens n'auraient pas été ravis de ce cinquième chapitre, dont Jean Chrétien, le futur Premier ministre du Canada. Mais en même temps, Hamelin se sentait satisfait de ce chapitre parce que convaincu malgré tout d'avoir suscité l'intérêt des politiciens d'Ottawa à l'endroit du Nord et aussi orienté positivement les législations à venir concernant le Nord. Puis Hamelin rappelle qu'il y a des gens qui acceptent les conseils et d'autres qui ne le font pas. C'est pourquoi la sagesse recommanderait tout de même d'éviter d'être trop « baveux » à l'endroit de la personne que l'on conseille.

M. Dorion revient sur le sujet en se demandant jusqu'à quel point la fonction critique peut demeurer compatible avec la fonction service. Il s'est posé souvent la question alors qu'il était délégué général du Québec à Mexico. À ce moment-là il a vécu le dilemme d'avoir à satisfaire à des demandes qui ne lui plaisaient pas du tout. H. Dorion d'illustrer son propos à l'aide de l'exemple suivant. Le ministre de l'agriculture du Québec, M. Garon, devait se rendre en mission à Mexico afin de signer une entente entre le Québec et le Mexique dans le domaine agricole sans passer par le gouvernement fédéral. Ce dernier, alors dirigé par le Premier ministre Trudeau, s'était opposé à ce que soit paraphée une telle entente Mexique-Québec, ce dont H. Dorion fit part au Gouvernement du Québec. Malgré tout, celui-ci exigea d'aller de l'avant unilatéralement dans ce dossier. H. Dorion fit savoir qu'il ne s'agissait pas là de la meilleure façon d'agir. Cette réprobation lui valut une suspension symbolique de 10 jours.

Jules Lamarre pose ensuite une question relative aux rapports qu'entretenaient M. Hamelin avec le Premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, à l'époque où ce dernier l'avait nommé Conseiller au sein du gouvernement territorial. L.-E. Hamelin a répondu qu'il n'y avait pas vraiment d'atomes crochus entre lui et Pierre Trudeau, qu'ils avaient tous les deux des manières fort différentes de manier le pouvoir. Mais Hamelin ne désirait pas demeurer longtemps en poste à Yellowknife, son objectif étant de faire en sorte que son siège soit occupé le plus rapidement possible par un Autochtone.

Ensuite Jules Lamarre rappelle à L.-E. Hamelin qu'un jour il a déjà dit que c'était à Toulouse, en 1968, qu'il avait vraiment appris à négocier. Que voulait-il dire au juste?

Hamelin expliqua qu'il avait été embauché pour deux ans comme professeur de géographie à Toulouse. À cette époque, les révoltes étudiantes allaient bon train un peu partout en France. Arrivé à Toulouse en septembre 1967, on lui dit simplement de rentrer chez lui car il n'y avait plus de cours à donner pour lui à Toulouse. Mais Hamelin refusa. Finalement, il peut commencer à donner son premier cours en février 1968, et il est alors nommé représentant des professeurs au sein d'un comité paritaire de l'université. Des étudiants chégévaristes, léninistes et autres, siègent sur ce même comité. Ils lui expliquent leurs tactiques. Tout cela lui sera fort utile lorsqu'il prendra la gouverne de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Une personne de la salle insiste ensuite sur le pouvoir mots. Elle cite en exemple le mot nordicité qui nous vient d'Hamelin.

M. Hamelin explique que lorsqu'a été fondé le Centre d'études nordiques, le mot nordique s'appliquait à désigner exclusivement les terres septentrionales de Scandinavie. Pour l'utiliser dans un contexte canadien, il fallait en quelque sorte trahir le sens du mot. Mais dans l'édition du

Grand Robert de 1983, il était dorénavant admis que nordique pouvait concerner également la partie septentrionale du Canada. Pour Hamelin c'est dans de telles circonstances que nous sommes amenés à reconnaître à quel point les mots recèlent du pouvoir.

H. Dorion intervient alors pour faire remarquer qu'il est du devoir des géographes de bien faire comprendre les mots. Par exemple, lorsque le gouvernement du Canada a voulu changer le statut de la frontière Labrador/Terre-Neuve, on s'est alors aperçu du poids que possèdent les mots, poids avec lequel il faut compter. C'est le mot *côte* qui posait problème et la définition qu'on en donne (plus de 2000), laquelle peut faire toute la différence. Certes, les géographes doivent comprendre la chose politique mais aussi les mots, qui sont pauvres en géographie.

Une autre question de la salle porte sur le rôle particulièrement difficile, mais fascinant, du géographe auprès des Autochtones. Pour lui répondre, Hamelin fait référence aux travaux de Jean-Paul Lacasse sur les territoires innus. Il insiste sur les diverses conceptions que les gens ont des mots.

M. Alexandre Brun pose une dernière question qui porte sur le thème du géographe et l'argent. Un laboratoire de recherche a besoin d'argent pour fonctionner et les chercheurs en sont maintenant réduits à se mettre à genoux devant les pouvoirs publics, à se battre entre eux pour décrocher des contrats de recherche. M. Brun dit que parfois il faut soutenir le contraire de ce que l'on pense ou simplement se taire. Parce que si on ne ramène pas d'argent au labo, alors il faudra bien mettre la clef dans la porte. Dans de telles conditions, y a-t-il moyen pour un géographe de demeurer honnête?

Selon L.-E. Hamelin, nous vivons historiquement la pire phase qui soit dans le domaine de la recherche, mais il croit que les choses ne peuvent aller qu'en s'améliorant. Pour accélérer les choses, il faudrait davantage de géographes au sein des centres décisionnels.

H. Dorion ajoute qu'il n'y a pas que les pouvoirs publics et le gouvernement, qu'il y a aussi les médias qui devraient retenir l'attention des géographes. En effet, ce filon, ils ne l'aurait pas suffisamment exploité. Il existe un énorme travail de vulgarisation à faire auprès du public. Les historiens réussissent assez bien dans ce milieu-là.

Fin de la rencontre.

Résumé par Maud Damiron,
Étudiante de maîtrise en géographie
Université Laval